



Dr. Olivier Buirette

L'Europe centrale début 2017 : Pouvons-nous parler d'un nouveau désenchantement européen ?

Alors que l'année 2017 commence à peine, nous pouvons d'ores et déjà noter que des changements internationaux probables se profilent dans le domaine des relations internationales. En effet, la victoire du républicain populiste Donald Trump aux élections présidentielles américaines en novembre 2016 devrait changer beaucoup de choses. Ce dernier qui sera investi Président des États-Unis le 20 janvier 2017 prochain, a clairement envoyé deux signaux importants. Tout d'abord, au sujet de la Russie, il n'a pas hésité à annoncer son souhait de se rapprocher du régime autoritaire de Vladimir Poutine, et ce en dépit de l'actuelle polémique sur l'affaire de l'influence ou de l'espionnage russe sur sa victoire. Le second signal devait quant à lui porter sur son souhait de revoir clairement l'implication du rôle des États-Unis dans l'OTAN et plus particulièrement en Europe.

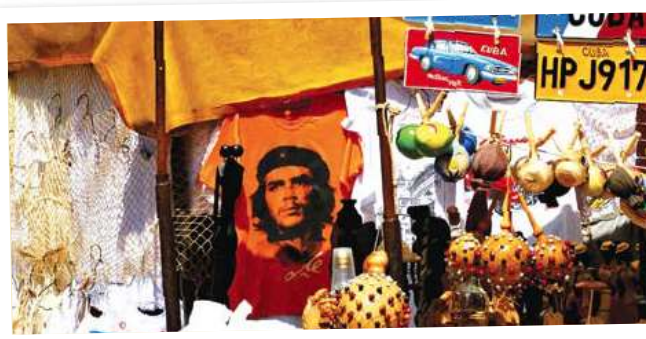
Ces deux signaux ajoutés aux conséquences de la grande crise économique de 2008 qui n'en finissent plus de toucher particulièrement les économies fragiles, car sorties depuis un peu plus de 20 ans à peine du communisme, des pays d'Europe centrale et orientale entraînent dans cette ancienne zone d'influence de l'URSS des phénomènes que l'on croyait oubliés, voir relégués aux sombres années 30. En effet, la Slovaquie, la Pologne ou encore la Hongrie ont depuis peu pris la direction de régimes politiques autoritaires, populistes et parfois xénophobes. De même, on l'a constaté fin novembre 2016, les candidats politiques qui se présentent comme des pro-russes reprennent de l'importance dans les scrutins. Ainsi en Bulgarie et en Moldavie ceux-ci devaient gagner les élections présidentielles. Le vent semble donc tourner dans la région en matière de relations internationales. Légitimement, nous pouvons ainsi nous interroger sur ce qui pourrait se passer dans les mois qui vont suivre dans des pays qui sont des démocraties fragiles établies depuis un peu plus de 20 ans, et qui sont récemment sortis du totalitarisme communiste.

Ce qui est certain - et c'est sans doute là l'espoir le plus concret - c'est que les ex-pays de l'Est sont à présent tous membre de l'Union européenne (UE) et donc amarré - en apparence en tout cas - solidement à l'Occident. Ainsi, même si certains ont des pouvoirs autoritaires et populistes, l'attachement à l'UE semble bien réel.

Le défi à relever par Bruxelles face au vide que représenterait un désengagement des États-Unis de l'OTAN serait évidemment un renforcement de l'Europe de la défense et en cela le Brexit du 23 juin 2016 a paradoxalement relancé la question d'une Europe de la défense.

Cuba face à son avenir

Celui qui a mené la révolution cubaine n'est plus. Après la mort de Fidel Castro, certains ont pleuré et d'autres ont célébré ce qu'ils ont considéré comme la fin d'une ère. À Cuba, comme dans le reste du monde, une question fondamentale se pose : quel avenir pour le pays après le décès du père de la révolution cubaine ?



Malgré son départ de la vie politique en 2006, Fidel Castro a continué à être très impliqué dans celle-ci. Celui qui était tout autant craint que respecté est, jusqu'à la fin de sa vie, resté omniprésent et a conservé un poids moral dans le pays notamment par l'intermédiaire de publications régulières de ses « réflexions » dans la presse officielle. Par ailleurs, le président du Parlement cubain, Ricardo Alarcon, expliquait encore en 2001 que malgré cette soi-disant retraite de la vie politique, Fidel continuait d'« être consulté sur toutes les décisions importantes ».

Ainsi, Raúl Castro, qui tient les rênes du pays depuis dix ans, a aujourd'hui les mains plus libres pour continuer sur le chemin du développement économique et de la croissance. Comme l'expliquait à l'AFP Michael Shifter, président du centre de réflexion américain Inter-American Dialogue : « Avec la mort de Fidel la situation politique et économique devrait s'ouvrir. Cela va retirer un poids à Raúl. Il n'aura plus besoin de s'inquiéter de contredire son grand frère, une personnalité énorme ». Ce dernier explique aussi que « l'espoir de changement va grandir chez la plupart des Cubains. La mort de Fidel va très certainement ouvrir la porte à plus de conflits et d'affrontements entre les détenteurs du pouvoir. L'arbitre suprême de tous les conflits à Cuba aura disparu. Raúl aura plus d'espace, mais ses adversaires politiques également ».

Mais nous n'y trompons pas, la situation domestique, notamment en matière de libertés fondamentales, sur l'île ne va pas changer radicalement avec le départ du *Lider Maximo*. Comme l'explique Jean-Jacques Kourliandisky (IRIS), son successeur, Raúl Castro, suit la même orientation que son frère cadet en ce qui concerne la préservation du parti communiste, mais aussi le contrôle de l'opposition. Un fait qui ne présage pas de progrès significatifs en matière de droits de l'Homme. Par ailleurs, un diplomate occidental, sous couvert de l'anonymat, estime que la mort de Fidel ne changera rien au quotidien des Cubains : « Les Cubains ont déjà enterré Fidel depuis longtemps [...] Ils ont la tête tournée vers l'avenir, pour beaucoup Fidel n'est plus qu'un glorieux souvenir ». Plus que la mort de Fidel, c'est davantage la transition politique après Raúl Castro



- qui a annoncé qu'il quitterait ses fonctions en 2018 - qui risque de changer la donne. Mais, c'est aussi l'avenir de son voisin américain et l'arrivée à la Maison-Blanche de Donald Trump qui pourrait avoir davantage de conséquences pour le peuple cubain.

Vingt-six ans après la guerre froide, Barack Obama a entrepris un processus de réconciliation avec Cuba permettant à La Havane de s'ouvrir davantage au monde. Une nouvelle donne qui a permis de développer l'économie de service dans le pays et l'afflux de dollars dans les caisses cubaines. Mais, l'élection de Donald Trump le 8 novembre dernier pourrait engendrer une nouvelle dynamique dans les relations bilatérales qui risquent de façonner l'avenir du pays. Dans quel sens cela se fera-t-il ? Il est encore trop tôt pour le dire d'autant plus que les orientations de poli-

tiques étrangères du nouveau locataire de la Maison-Blanche sont on ne peut plus floues et contradictoires. Mais, malheureusement, il existe des sources d'inquiétudes. Si Donald Trump a annoncé qu'il voulait aider les Cubains à obtenir plus de liberté et aider au développement économique du pays, il a maintenu qu'il était contre le rapprochement entre Cuba et les États-Unis. En outre, le protectionnisme américain annoncé par la nouvelle administration américaine risque de prendre le dessus et de nuire à Cuba en ne permettant pas la levée de l'embargo qui permettrait à l'économie cubaine de se développer davantage. De plus, M. Trump ne semble pas vouloir sortir de la logique de la guerre froide en ce qui concerne les relations avec La Havane. En effet, durant sa campagne électorale, celui-ci a tenu des propos acerbes à l'encontre de Fidel Castro. À la mort de ce dernier, celui qui a pris ses fonctions le 20 janvier dernier a parlé de la disparition d'un « tyran ». Une position qui inquiète, car elle pourrait avoir des conséquences désastreuses sur le processus de réconciliation américano-cubain. Ainsi, le nouveau président américain, plus que la mort du plus célèbre leader révolutionnaire du XX^e siècle, pourrait bien être le frein à l'espoir du peuple cubain, au développement économique et démocratique du pays.

* Camille Saulas



Mireille Sadège

Rédactrice en chef
Docteure en histoire
des relations
internationales

L'île de Chypre, la réunification ?

Parmi les épineux points de désaccord entre les deux parties de l'île on peut citer les droits de propriété qui nécessitent des compensations ou des restitutions, le partage du pouvoir et la présence de l'armée turque dans la partie nord de l'île.

Mais les responsables politiques des deux parties de l'île sont déterminés à trouver une solution qui permettra la réunification de l'île. Ces derniers ont d'ailleurs défini les frontières pour la carte de l'île réunie. Alors qu'en 2004, dans le cadre du plan Annan, c'est l'ONU qui avait proposé la carte. En revanche, il n'y a pas d'entente sur les cartes présentées par les deux parties. Les Turcs Chypriotes, qui représentent 20% de la population et qui détiennent actuellement 36,6 % de l'île, acceptent d'en restituer une partie et de ne garder que 29,2% de la superficie totale de l'île, tandis que les Chypriotes grecques ne veulent leur laisser que 28,2 %.

Par ailleurs, la partie turque dispose de 60% de la superficie littorale de l'île, mais pour les autorités grecques cela ne devrait pas constituer plus de 50,5%. Inutile de rappeler l'importance de cette zone pour le tourisme et le transport des sources d'énergie. La découverte de gisements gaziers dans cette zone est un facteur déterminant pour une solution au problème chypriote.

Pour le porte-parole du gouvernement grec de l'île M. Nikos Christodoulidis « c'est la plus importante conférence concernant le problème chypriote qui n'a jamais eu lieu ».

Mais les experts en Turquie restent méfiants. Pour ces derniers, les négociations se déroulent au même moment que les débats concernant la nouvelle Constitution du pays ainsi que l'intervention de la Turquie dans le conflit syrien. Ils craignent ainsi que la Turquie soit mise devant un fait accompli.

Face à la proposition des Grecs chypriotes qui souhaitent le retrait de l'armée turque du nord de Chypre une fois l'île réunie, la Turquie demande le maintien d'une partie de son armée ainsi que de son statut d'État garant de la sécurité sur l'île.

Enfin, la partie turque de l'île est pour un système fédéral avec une présidence tournante tandis que la patrie grecque y est opposée.

Force est de constater que les points de désaccord sont multiples et, comme l'évoque le Secrétaire général de l'ONU M. Antonio Guterres, « nous sommes qu'au début des négociations. Nous sommes proches d'une solution, mais il ne faut pas s'attendre rapidement à un miracle ».

Dans ce processus de négociations qui s'annonce long, l'opinion publique reste un facteur à ne pas négliger, car il interviendra lors d'une ultime étape : un référendum.